

# UNAIDS Advisory Group on HIV and Sex Work

The UNAIDS Advisory Group on HIV and Sex Work  
is co-chaired by the Global Network of Sex Work Projects (NSWP) and UNAIDS.

Bernhard Schwartländer  
Directeur du département Évidence, Politique et Rapport des résultats  
Secrétariat de l'ONUSIDA  
20 Avenue Appia  
1211 Genève 27  
Suisse

Le 26 juillet 2011

Cher Bernhard,

Je vous écris de la part du Groupe consultatif de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe. Le Groupe consultatif a été créé dans le but de soutenir et de conseiller la famille de l'ONUSIDA pour promouvoir l'efficacité de la politique, des programmes, de l'action de représentation et des activités créatrices de capacités liés au VIH et au travail du sexe.

Le Groupe consultatif vous écrit au sujet de l'article paru récemment dans le *Lancet* (Volume 377, 11 juin 2011) sous le titre « *Vers une approche d'investissement amélioré pour une riposte efficace au VIH / SIDA* » dans lequel vous êtes désigné comme l'un des auteurs principaux, au nom du Groupe de réflexion sur le Cadre d'investissement.

Nous souhaiterions soulever les points suivants concernant cet article, en espérant que vous les trouverez pertinents au débat. Nous avons numéroté nos remarques afin de vous permettre d'y faire plus facilement référence dans votre réponse.

1. Le Groupe consultatif apprécie les efforts fournis par ce groupe éminent d'experts pour traiter, selon des bases factuelles, de nombreuses questions difficiles concernant la stratégie nécessaire et les besoins en ressources pour garantir une riposte durable, efficace et globale au VIH. Nous apprécions tout spécialement l'attention explicitement portée à l'inclusion des populations clés dans les activités fondamentales du programme, ainsi qu'à la nécessité de financer des actions en faveur des droits humains et autres facteurs structureaux regroupés sous le nom de « leviers critiques ». Nous mesurons en outre bien le fait que ces facteurs peuvent varier selon le contexte et que leur coût est difficile à quantifier.
2. Nous avons des inquiétudes concernant le postulat selon lequel les ressources destinées aux programmes liés au VIH et aux travailleurs du sexe ne verraient aucune incrémentation au cours de la période couverte par le modèle (cf. tableau 2), tandis qu'il est présumé que la plupart des autres activités du programme auront besoin d'être augmentées, du moins au cours des cinq premières années. Nous nous inquiétons également du fait que la modélisation des lignes « larges et peu appuyées » et « étroites et prononcées » présentée dans le Tableau 1, est définie de façon à exclure les travailleurs du sexe du scénario « étroites et prononcées ». Il semblerait que les données de base utilisées dans les postulats sont tirées des données de l'UNGASS, que l'ONUSIDA a reconnues comme faussées, car nous savons que moins d'un travailleur du sexe sur cinq a accès aux services. Les postulats avancés dans les conclusions de ce document nous inquiètent, et nous souhaitons demander que le groupe de travail se penche à nouveau sur l'article et révisé ces postulats pour modifier la modélisation et les coûts du cadre d'investissement en conséquence. En outre, le faible niveau de financement accordé à la promotion de l'utilisation des préservatifs paraît insuffisant pour répondre aux besoins des populations clés.

3. Bien que nous soyons d'accord avec les programmes traitant des clients des travailleurs du sexe, nous serions vraiment inquiets si les fonds étaient détournés des interventions destinées aux travailleurs du sexe pour soutenir des activités axées sur les clients.
4. Une longue expérience et des recherches rigoureuses dans de nombreux pays différents ont montré que les travailleurs du sexe, surtout lorsqu'ils ont acquis le pouvoir de travailler collectivement, sont parmi les meilleurs agents de prévention du VIH et d'apport de soin, de traitement et de soutien dans la communauté. Cependant, les efforts les plus fructueux ont nécessité un financement soutenu, non seulement pour assurer des services directs, mais également, comme le font remarquer les auteurs, pour soutenir les efforts considérables nécessaires pour modifier les lois et politiques répressives ; sensibiliser les communautés, les leaders et les forces de l'ordre aux droits et besoins des travailleurs du sexe ; et réduire la demande de rapports non protégés de la part des clients. Les fonds nécessaires pour des travaux de cette portée sont rarement disponibles. Il est difficile d'envisager comment ce genre de travaux pourrait être ramené à une échelle permettant de formuler une riposte efficace au VIH sans engagement d'apport financier plus important que ce que les auteurs supposent. Il serait utile de voir exactement comment les auteurs ont attribué ces coûts à ces activités.
5. Il est fâcheux que l'article omette le fait que le principal « financier » mentionné par les auteurs, à savoir l'initiative américaine PEPFAR, applique une politique anti-prostitution qui l'empêche non seulement de soutenir les nouveaux programmes axés sur les droits des travailleurs du sexe, mais a en outre conduit à la perte de financements qui existaient dans ce domaine. Nous pensons que les auteurs feraient bien de mentionner que ce facteur constitue toujours l'un des obstacles structurels à l'augmentation des programmes destinés aux et menés par les travailleurs du sexe, et de reconnaître que de nouvelles ressources importantes sont nécessaires pour faire face aux insuffisances créées par ce facteur.
6. Il serait utile d'avoir davantage de détails sur ce en quoi consiste le « levier critique » et la façon dont cet élément recoupe, ou pas, les programmes destinés à renforcer les capacités des « populations clés » par le biais « d'activités de base ». L'utilisation de « leviers critiques », tel que nous entendons le terme, et notamment le travail difficile et de longue haleine nécessaire pour modifier l'environnement juridique et politique, a été systématiquement négligée dans la riposte mondiale au VIH. Il est difficile de comprendre comment les besoins en ressources vont décliner si radicalement dans ce domaine au cours de la période couverte par le modèle (Tableau 2), alors que la modification des facteurs structurels n'est pas un travail s'étalant sur cinq ans mais sur des dizaines d'années.
7. Le modèle utilisé pour le cadre d'investissement s'appuie sur le même principe de « mobilisation communautaire » pour faire face aux obstacles structurels et accroître la participation et la transparence, que celui que nous avons déjà vu dans les descriptions de Traitements 2.0 de l'ONUSIDA. Nous pensons qu'il est important, lorsque l'on présente ces idées aux « financiers » et décideurs politiques, d'expliquer précisément ce que signifie la mobilisation communautaire, le genre de situations vécues qu'englobe ce concept, et la façon dont les coûts y sont attribués. Nous sommes conscients du fait que les communautés n'adoptent pas forcément un point de vue progressiste envers le VIH et les « populations clés ». Les communautés peuvent être mobilisées de diverses façons, et celles-ci n'aboutissent pas toutes à l'accès universel et autres résultats. Nous pensons que le traitement explicite de ce sujet, selon des bases factuelles, renforcerait le modèle.
8. Les coauteurs comprenant un certain nombre d'employés de l'ONUSIDA et de ses co-sponsors, l'article est perçu par beaucoup comme bénéficiant d'un certain appui officiel. Nous vous serions reconnaissants de clarifier le statut de cet article par rapport à la politique de l'ONU.

Nous espérons que vous trouverez ces points utiles et constructifs, et attendons votre réponse avec intérêt.

Enfin, nous souhaitons préciser qu'outre leurs attributions de conseil auprès de la famille de l'ONUSIDA, le Groupe consultatif et ses membres restent, le cas échéant, à la disposition d'autres collègues et groupes en tant que ressource consultative.

Cordialement vôtre,



Neil McCulloch

Secrétariat

Pour le Groupe consultatif de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe

Copie à : Rifat Atun

Michel Kazatchkine

Les membres du Groupe consultatif de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe